Document généré le 9 août 2025 23:51

Bulletin de l'Association des démographes du Québec

La population mondiale : problème national?

Michel Amyot et Jacques Gauthier

Volume 3, numéro 2, hors-série, 1974

Année mondiale de la population

URI : https://id.erudit.org/iderudit/305786ar
DOI : https://doi.org/10.7202/305786ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1713 (imprimé)
1925-3478 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Amyot, M. & Gauthier, J. (1974). La population mondiale : problème national? *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, *3*(2), 39–48. https://doi.org/10.7202/305786ar

Tous droits réservés © Association des démographes du Québec, 1974

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LA POPULATION MONDIALE: PROBLEME NATIONAL?

Le problème de population

"...La baisse éventuelle de la fécondité dans nos pays moins développés soulèvera plutôt de nouveaux problèmes que de résoudre ceux qui existent aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle une "optique démographique" des problèmes du monde contemporain est tellement stérile..."(1)

"...Il y a tous les matins quelques 215,000 bouches de plus à nourrir. Comment s'étonner dès lors que la faim règne dans le monde"(2)

"...Il est difficile d'imaginer comment la baisse de la fécondité pourrait nous aider, en tant que nations, à surmonter le manque de capitaux et, par voie de conséquence, a accélérer le développement..."(1)

"En terme strictement économique, cela signifie que le capital humain, la plus importante ressource dont disposent les pays en voie de développement, freine maintenant le progrès"(3)

"...Le zéro de croissance envisagé par le mouvement Z.P.G. signifie zéro de connaissance"(4)

---

(1) Singer Paul, Accroissement de la population: le rôle du monde en voie de développement, U.I.E.S.P., Bucarest 1974, p. 16, p. 3.

(2) O.I.T., Une marée humaine, les problèmes démographiques vus par l'O.I.T., Genève 1974, p. 15.

(3) Fieldman David A., Pourquoi une Année mondiale de la population? Coopération Canada no 12, p. 6.

(4) Sauvy Alfred, Croissance Zéro? Calmann-Levy, Paris 1973, p. 226.

On pourrait continuer longtemps cette énumération de positions contradictoires ou plus ou moins contradictoires, concernant le "problème de population". Là où l'unanimité est presque réalisée c'est lorsqu'on présente l'évolution du nombre d'habitants sur notre planète.

La population actuelle, évaluée à près de 4 milliards d'individus, croît au rythme de 2% par an, soit de 75 à 80 millions d'hommes par année. C'est là une situation exceptionnelle dans l'histoire: Le taux de croissance n'a jamais été aussi élevé et il s'applique à une population qui n'a jamais été aussi considérable. Si ce taux de croissance se maintient la terre compterait:

- près de 7 milliards d'hommes en l'an 2000
- près de 21 milliards d'hommes en l'an 2050
- près de 34 milliards d'hommes en l'an 2070

Il semble bien que les dirigeants d'une majorité de pays soient conscients des problèmes que poseraient une croissance aussi rapide et une population aussi nombreuse. Pour leur part les "experts" se sont appliqués à établir des projections(1) et des perspectives de population dont les résultats pourraient faciliter la prise de certaines décisions en matière de politique de population tant au plan mondial, que continental ou national. La diminution plus ou moins rapide de la fécondité demeure au centre de ces principaux travaux. Quelle serait l'évolution si, hypothèse qu'on peut facilement considérer comme absolument invraisemblable, la fécondité est ramenée immédiatement au niveau de remplacement? Par contre, quelle population atteindrions-nous si cette fécondité de remplacement est atteinte en 2050? Le tableau 1 présente ces résultats.

Ces estimations, jointes à celle mentionnée à la page précédente encadrent sans doute l'avenir démographique. Une population se situant quelque part entre 8 et 34 milliards paraît plausible - sauf catastrophes ou...- pour l'an 2050. La certitude à laquelle tous doivent s'attendre c'est un accroissement très rapide de la population surtout dans le monde en voie de développement. C'est l'élan de la croissance démographique dont il est alors question.

---

(1) On entend par projection de population un ensemble de résultats de calcul, illustrant l'évolution future d'une population dans telles ou telles hypothèses qui ne sont pas nécessairement vraisemblables. Lorsqu'on fait choix d'hypothèses plus ou moins vraisemblables, à la suite de l'analyse d'une situation concrète, on parle volontiers de perspectives démographiques, in O.N.U., Dictionnaire démographique multilingue, p. 61.

Tableau 1 Population en 1970 et en 2050 suivant la date à laquelle la fécondité de remplacement est atteinte(1).

	Pays développés			Pays en développement			Total		
	fécondité de remplacement			fécondité de remplacement			fécondité de remplacement		
	Imm.*	2000	2050	Imm.*	2000	2050	Imm.*	2000	2050
				(en millions)					
1970	1,122	1,122	1,122	2,530	2,530	2,530	3,652	3,652	3,652
2050	1,423	1,610	1,853	4,136	6,525	11,591	5,559	8,135	13,444

* Imm.: immédiatement

(1) Berelson Bernard, La population du monde: situation en 1974 - un guide du citoyen conscient, Bulletin de démographie et de planning familial, no 15, juillet 1974, pp. 12 et 15.

Des projections de ce genre peuvent avoir encore plus d'importance pour les pays pris individuellement. Si certaines nations atteindront des populations énormément élevées en 2050 - Chine 1.6 milliard, Inde 1.4 milliard(1) d'autres, s'ils connaîtront aussi un fort accroissement, compteront un effectif beaucoup plus réduit. Un bon nombre de ces derniers pays, dont plusieurs font partie du groupe des pays en voie de développement, considèrent qu'ils font face actuellement à un problème de sous-peuplement - sous peuplement de l'ensemble du pays ou sous-peuplement pour de vastes régions. Les dirigeants de plusieurs pays et certains experts(2) considèrent qu'une faible densité de population appelle un effort d'accroissement démographique. Ce raisonnement pourrait s'exprimer de

---

(1) Population de 2050 si la fécondité de remplacement est atteinte en l'an 2000.

(2) Voir à ce propos le texte de la conférence de Paul Singer, op. cit.

la façon suivante: l'Etat doit améliorer son équation nationale dont les termes majeurs sont les ressources physiques, la situation géopolitique et les ressources humaines. En termes idéologiques cela fait dire à certains pays que le contrôle des naissances est une arme subtile des pays industrialisés pour maintenir dans le rang les pays en voie de développement. On peut penser que ce que craint l'Occident c'est peut-être moins l'accroissement global de la population mondiale que le poids politique pris par des pays comme la Chine, l'Inde, le Japon, au moment même où ses propres populations non seulement vieillissent mais tendent à stagner quantitativement. Ces déséquilibres démographiques sont des plus menaçant pour certaines grandes puissances. Ainsi qu'on le verra plus loin, il ne faut pas être surpris des énormes difficultés rencontrées dans la mise en place d'un plan d'action mondial en matière de population.

Le problème de population dans le cadre du développement

Pour planifier une politique démographique à l'échelle mondiale, ou même pour étudier le problème de la surpopulation il est nécessaire, à notre avis, de tenir compte de la situation géopolitique. Les problèmes de population et la façon de les analyser doivent nécessairement être reliés à la réalité particulière des pays développés et des pays en voie de développement. Un plan d'action mondial en matière de population ne peut ignorer ces particularismes nationaux et plus précisément ces nationalismes même s'ils ont pour conséquences de s'éloigner d'une certaine logique c'est-à-dire de considérer notre planète comme une unité globale(1).

Dans la mesure où la Conférence mondiale sur la population et plus particulièrement le plan d'action soumis aux participants, ne tenait pas compte de cette réalité, il ne faut pas se surprendre si on a contesté et cherché à rendre moins contraignant un plan d'action mondial dont on disait pourtant qu'il ne l'était déjà pas beaucoup(2).

---

(1) Voir la critique du livre Halte à la croissance (modèle du M.T.I. préparé pour le Club de Robe) par Cole, Freeman, in l'Anti-Malthus, Seuil, 1974.

(2) Voir en particulier les articles 15, 20 et 34 du Projet de plan d'action mondial de la population, O.N.U., Conférence mondiale de la population, no E/CONF.60/7.

En ce sens, il est insuffisant de circonscrire le problème démographique uniquement en terme de population mondiale. Affirmer que la population mondiale atteindra 8 milliard en l'an 2000 (si la fécondité de remplacement est atteinte à ce moment) c'est ignorer une partie importante du problème: c'est oublier que la population des pays développés n'augmente que de 27,000 individus par jour comparativement à 174,000 dans les pays en voie de développement, c'est ignorer que les pays développés représentent le quart de la population mondiale mais que leur consommation atteint 75% des ressources mondiales.

Pays en voie de développement

De ce qui précède, pouvons-nous conclure que les pays en voie de développement sont les plus touchés par le problème de population et qu'ils doivent, sans délais, emboîter le pas vers une diminution sensible de leur taux de croissance? Il faut nuancer cet énoncé: les pays en voie de développement comme les pays industrialisés sont, actuellement, dans une situation critique en matière de population, mais le problème se pose de façon fort différente et la solution apportée doit nécessairement être analysée en fonction de cette dissemblance.

> *"Les pays économiquement avancés étant aujourd'hui, et de loin, les plus gros consommateurs de ressources, et du fait de la dégradation de l'environnement qui se produit aux stades avancés de l'industrialisation, il est à prévoir que les tendances futures à long terme affecteront particulièrement ces pays et les intéressent donc le plus directement. Cela ne veut pas dire que les pays en voie de développement ne se heurtent à aucun problème à cet égard. A l'opposé des pays industrialisés, toutefois, où ces problèmes sont principalement le résultat de niveaux élevés de développement, ils doivent être imputés surtout, dans les pays en voie de développement, à la misère et à l'absence même de développement. Les problèmes de ressources et les problèmes écologiques qui se posent dans ces pays font qu'il est d'autant plus urgent de résoudre les problèmes les plus immédiats et les plus pressants que pose leur développement économique et social, et de régler les rapports entre ces problèmes et la population"(1).*

(1) Evolution démographique et le développement économique et social, Nations-Unies - Conf. 60/4. p. 5.

Dans l'ensemble, les pays en voie de développement ont vu leur taux d'accroissement de la population augmenter de façon critique depuis quelques dizaines d'années. Un des facteurs importants de cette accélération est, sans contredit, la baisse sensible de la mortalité. Jointe à une natalité encore très élevée, la diminution soudaine et sensible de la mortalité a entraîné, dans ces pays, un accroissement démographique sans précédent. Cette réduction de la mortalité est due, en grande partie, à l'apport de la science, de l'hygiène et de la médecine, apport non intégré au plan de développement des pays bénéficiaires. Cet accroissement de la population cause un déséquilibre flagrant qui affecte, actuellement, l'expansion économique et le progrès social de même que les efforts et les plans de développement entrepris par de nombreux pays en voie de développement.

Tableau 2 Evolution du taux d'accroissement de la population des pays en voie de développement.

Période	Taux d'accroissement
début du 20e siècle	.5%
1920 à 1950	1%
1950 à 1960	2%
1970	2.4%

Certes, nul ne peut prétendre que la seule solution pour ces pays est d'accroître la mortalité. Si l'on estime qu'un accroissement démographique rapide n'est pas souhaitable, la seule réponse au problème est de réduire la fécondité. Mais pour le faire, il faut éviter les démarches trop drastiques non intégrées à la réalité de ces pays. Un vieillissement de la population, un renversement radical de la pyramide des âges de la population auraient, sur le développement de ces pays, des conséquences encore plus importantes que l'accroissement démographique rapide. Que l'on prenne, comme seul exemple, le besoin de main d'oeuvre de ces pays non industrialisés, et cela, tant au niveau de la famille souvent autosuffisante, qu'au niveau de la nation qui a besoin d'accroître sa production nationale pour augmenter son produit national brut sans pouvoir compter, pour ce faire, sur un industrialisation avancée. Les pays en voie de développement ne peuvent se payer le luxe de voir augmenter sensiblement le groupe des non productifs et de voir diminuer, de façon aussi

radicale, le groupe des éléments productifs de leur société. Pour être effectifs ces bouleversements sociaux ont besoin d'être intégrés dans le plan de développement national de ces pays. La diminution de croissance démographique nécessite un développement social et économique planifié en conséquence.

Dès lors, pour ces pays en voie de développement, toute politique démographique est directement reliée au développement national et nécessite une vision plus globale du problème c'est-à-dire sociale, économique et politique. La réalité et les besoins de ces pays sont différents de ceux des pays développés. Si, de façon théorique, il est possible d'analyser les problèmes de population en termes généraux et prenant comme seule unité de référence l'ensemble de la planète, il est indispensable de ramener, pour une solution pratique, ce problème de la surpopulation ou de la sous-population dans son contexte national, en y intégrant les caractéristiques propres à chaque pays tels les traditions, les institutions, les conditions sociales, politiques et économiques de chacun.

Il est permis de croire que le développement qui, dans le passé et pour les pays industrialisés, a fortement favorisé le déclin de la fécondité, pourrait avoir le même effet bénéfique dans les pays où la croissance démographique est demeurée élevée. Il est, aujourd'hui, scientifiquement admis que la diminution de la fécondité se produira, dans les pays en voie de développement, sous la pression du développement socio-économique.

> *"Dans la mesure où les pays en voie de développement se sont engagés dans le processus de développement et dans la mesure où les stratégies et les politiques visant à élever le niveau de vie, à accroître la consommation et à favoriser le bien-être social réussiront, ces éléments ne peuvent qu'influer, à des degrés différents, sur la fécondité et les tendances démographiques"*(1).

Il ne faudrait pas croire, cependant, que l'évolution du développement social et économique dans les pays en voie de développement aura le même effet que la révolution industrielle du 19e siècle pour les pays d'Europe. En effet, au début de la révolution industrielle, les conditions qui prévalaient à cette époque, en Europe, étaient beaucoup plus favorables à un accroissement démographique plus lent: le taux de natalité était inférieur au taux actuel des pays en voie de développement, le taux de mortalité n'avait pas encore sensiblement diminuer et, lorsque les mesures d'hygiène publique l'ont affecté, l'infrastructure industrielle était déjà en place. Cependant, le développement social et économique est un facteur très important. S'il ne peut solutionner à lui seul le problème de population dans les pays non industrialisés, il est un élément indispensable à toute planification démographique.

---

(1) Evolution démographique et le développement économique et social Nations-Unies - Conf. 60/4. p. 11.

Pays développés

Dans les pays développés, le problème de population se pose de façon fort différente. En fait, sans être trop simpliste on pourrait presque affirmer que dans les pays non industrialisés, si le problème en est un de sous-développement dans les pays industrialisés le problème en est un de sur-développement. Cette boutade peut être à l'origine du niveau de langage différent employé à la Conférence mondiale de la population à Bucarest, par les représentants des pays en voie de développement et celui employé par les représentants des pays développés. Alors que d'un côté on employait des termes tels que: éducation, développement national, minimum vital, politique intégrée, etc., de l'autre côté on employait des termes tels que: consommateurs, production, niveau de vie, pénurie etc.

Dans les pays développés les arguments avancés pour limiter l'accroissement démographique font appel à la pénurie des ressources non renouvelables. Mais si, la population s'est accrue de moins de 1% par an dans les pays développés, alors que la consommation d'énergie s'accroît d'environ 4% par an par habitant(1), est-il réaliste de faire un lien direct entre l'augmentation démographique et l'augmentation de consommation des ressources énergétiques?

Un autre élément qui est souvent avancé par les pays industrialisés pour exiger une diminution du taux d'accroissement de la population est celui de la pollution et de la dégradation de l'environnement. Des pays industrialisés à très faible densité de population connaissent des problèmes écologiques. Des changements dans la croissance de la population ne seraient-ils pas marginaux dans la solution de ce problème dû en grande partie, à l'évolution technique et industrielle et au problème de migration nationale de la population vers les grands centres urbains?

Le problème de population au Québec(2)

Au Québec, le problème de population est constamment une question d'actualité. Traditionnellement un pays de forte croissance démographique, par suite d'une fécondité élevée, le taux d'accroissement de la population québécoise - diminue drastiquement, depuis le milieu des années '60. A cette importante diminution de la fécondité se greffe un problème national - "la survivance du peuple québécois". Il devient alors difficile de dissocier du problème de la population, le problème politique (constitutionnel). Comment

---

(1) Sauvy Alfred, Croissance Zéro? p. 177. Il s'agit du taux des Etats-Unis.

(2) Pour ce qui est des aspects plus quantitatifs on pourra se référer au texte de Bernard Bonin, ailleurs dans ce bulletin.

le Québec peut-il mettre en place une politique de population s'il ne contrôle pas son immigration, qu'elle soit de provenance canadienne ou d'autres pays? Est-il besoin de rappeler que les immigrants s'assimilant en très grande majorité au groupe anglophone posent le problème de l'équilibre démographique entre les francophones et les anglophones.

Quelle politique de population le Québec doit-il mettre en place? Bien sûr l'amélioration de la qualité de vie doit primer. Mais quantitativement, doit-on chercher à maintenir l'importance relative de la population québécoise dans l'ensemble canadien(1) afin de minimiser certaines conséquences politiques et socio-économiques de cette baisse? Ou plutôt doit-on orienter la politique de population en ne tenant compte que de considérations purement québécoises? Qu'on choisisse l'une ou l'autre le Québec peut, à l'instar de plusieurs pays en développement, chercher à accroître sa population. De ce fait, il va jusqu'à un certain point à l'encontre d'une idée largement répandue, notamment dans les pays occidentaux, l'arrêt de la croissance. Se méprend-on en optant pour une certaine croissance de population? Dans le contexte québécois plusieurs croient que non.

Le Québec a aussi ses problèmes en matière de population, entre autres: l'accroissement rapide de l'urbanisation et en particulier une concentration dite excessive de la population à Montréal; une très grande dispersion de la population sur un immense territoire; des populations autochtones (indiens et inuits) peu nombreuse chez qui s'accroît la prise de conscience de leur entité; un nombre imposant de "défavorisés" dans tous les coins du Québec; un accroissement du nombre de personnes âgées pour qui peu de services sont actuellement disponibles; une diminution du nombre des jeunes (0-20 ans) qui affecte le système scolaire et qui risque, selon certains, d'entraîner, dans les années '80, une pénurie de mains-d'oeuvre; une migration intérieure importante, résultat entre autre chose d'un inégal développement économique, et qui perturbe la structure démographique de plusieurs régions du Québec.

Tous ces problèmes de population, fortement liés au contexte socio-politico-économique, mériteraient d'être davantage connus et étudiés, tout comme l'élément population devrait être davantage pris en compte lors d'élaboration de schémas de développement. Ces questions de population intéressent ou devraient intéresser toutes les composantes d'un gouvernement et d'une société. En est-il ainsi?

---

(1) On sait que suivant les projections de population préparées par Statistique Canada, le Québec pourrait ne regrouper qu'un peu plus de 20% de la population canadienne en 2001. En plusieurs milieux on s'inquiète de cette perte, en importance, de la population québécoise. Voir: Projections démographiques pour le Canada et les provinces, 1972-2001, Ottawa 1974.

Conclusion

Ces problèmes de population, ne doivent pas être analysés que dans une perspective globale, mondiale. On doit plutôt les replacer dans un contexte plus restreint, en tenant compte notamment de la réalité économique, politique et sociale propre à chaque pays, en tenant compte de la réalité pays développés et pays en voie de développement, et en considérant que les motivations pour une réduction du taux d'accroissement de la population sont souvent fort différents selon ces deux pôles.

Le problème mondial de la population peut ne pas être fictif, une croissance considérable dans un très court laps de temps est même certaine. Les ressources terrestres peuvent ne pas être illimitées. La croissance démographique non contrôlée peut être un obstacle au développement des pays non industrialisés. Cependant, ce n'est pas uniquement une réduction du taux de natalité dans les pays en voie de développement, et le maintien, dans les pays développés, d'un taux de natalité correspondant au seuil de remplacement qui remplira le fossé économique et social existant entre les deux groupes.

Cela, les pays en voie de développement l'ont compris. Ils ne veulent plus accepter d'être considérés comme le bouc émissaire, le seul responsable des problèmes qui surviennent dans les pays industrialisés. Le problème de population s'il peut être perçu au niveau mondial est aussi et peut-être surtout un problème national. Dans ce sens, toute décision ou toute tentative de planification non intégrée au plan de développement de chaque pays risquerait de fausser cette donnée et doit donc être ramenée dans le contexte national.

Le plan d'action présenté par les Nations-Unies fut pensé et rédigé dans un contexte supranational. La prédominance des pays industrialisés, dans la rédaction de ce plan, avait été fortement influencée par une vision malthusienne inacceptable pour les pays en voie de développement. Dès lors, faut-il se surprendre si les pays non industrialisés se sont opposés au texte initialement proposé? Ils se sont refusés à analyser de façon sectoriel le problème démographique. Ils se sont regroupés pour demander une meilleure distribution des ressources et des profits, ils ont exigé des politiques de consommation plus conscientes. Ils ont cherché à inscrire dans le plan d'action, un nouvel ordre économique et social. Mais leurs demandes se sont fortement butées aux politiques et orientations des pays développés dont le premier soucis fut, sans contredit, de maintenir leur propre niveau de vie.

Michel Amyot
Groupe démographie scolaire
Ministère de l'Education

Jacques Gauthier
Responsable de projets d'éducation
SUCO

Novembre 1974